

Cultiver des céréales dans le Bassin du fleuve Sénégal

Rencontres avec des paysans sénégalais, maliens et mauritaniens



«Ce que nous avons de commun avec les paysans ailleurs dans le monde, c'est d'abord l'amour de la terre, l'amour de l'agriculture. Travailler la terre pour pouvoir subvenir aux besoins alimentaires, nourrir les gens. La situation de dépendance de notre pays vis-à-vis des importations de riz est un problème: le souhait de tout paysan, que ce soit ici, en Europe ou en Asie, c'est de s'auto-suffire et de pouvoir même écouler pour d'autres personnes.» **Ibrahim Dieng**, Kothiari (Sénégal)

«Un pays sans agriculture, où tous les aliments seraient importés? Moi je n'aime pas ce monde-là, je ne l'imagine pas et même si je l'imagine je ne le souhaiterais pas. Avec quoi ils nous feraient vivre alors, qu'est-ce qu'ils nous amèneraient, peut-être des produits qui ne sont pas bons pour notre santé? Alors que là, c'est notre travail, nous savons ce que nous cultivons, nous sommes sûrs de ce que nous consommons; si ça nous vient de partout, nous ne savons pas si ce sont des produits génétiquement modifiés.»
Fousseynou Diarra, Kothiari (Sénégal)

Coopérative maraîchère créée il y a tout juste trente ans à Genève, les Jardins de Cocagne estiment que la cause paysanne et la lutte pour la souveraineté alimentaire dépassent les frontières. A ce titre, son association «Solidarité Nord et Sud» soutient depuis 1985 des organisations paysannes et des communes dans le Bassin du fleuve Sénégal, à cheval entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. Dans cette région d'Afrique, la culture des céréales est une problématique cruciale pour l'accès des populations à une alimentation saine et produite localement. Pour mieux la comprendre, le journaliste Michaël Rodriguez a donné la parole à des cultivateurs maliens, sénégalais et mauritaniens lors d'un voyage réalisé pour notre association en tant que civiliste entre décembre 2007 et février 2008.

Cultiver pour nourrir sa famille, un défi permanent

« Cette année était meilleure que la précédente, mais les inondations ont baissé un peu le rendement. J'ai récolté 25 à 26 sacs de 100 kilos de maïs et de sorgho¹. Cette production ne me permettra pas de couvrir les besoins de ma famille pour toute l'année: un jour, un parent peut arriver qui est en difficulté, de sorte qu'il faut garder des réserves. Mes enfants ont donc décidé d'aller à la recherche d'argent. Mais je ne sais pas où ils sont partis. »
Mammadi Sissoko, Ai-Namolo (Mali)

Dans le Bassin du fleuve Sénégal, l'agriculture est une affaire de famille. Au sein de la concession, chacun ou presque participe aux travaux des champs, y compris les femmes et les enfants, même si c'est le chef de famille qui dirige l'exploitation. Les céréales récoltées (mil², sorgho, maïs) servent en priorité à nourrir les membres de la famille, qui sont souvent plusieurs dizaines.

Mais il arrive que le grenier se retrouve vide bien avant la moisson suivante. Au Sénégal, les céréales locales ne couvrent que la moitié des besoins de la population; cette proportion tombe même à 30% en Mauritanie. La capacité de production reste assez faible, en raison notamment du manque d'eau et d'équipements, de la dégradation des sols, etc. Un paysan africain peut cultiver entre 1 et 5 hectares (ha) de céréales avec un rendement d'environ 1 tonne (t)/ha, alors qu'un paysan suisse peut cultiver 100 ha de blé avec un rendement de 5 à 10t/ha !

Le Mali produit régulièrement assez de céréales pour la demande nationale. Mais il s'agit là d'une situation théorique, qui masque le jeu des importations /exportations, ainsi que de profondes disparités entre les régions.

Dans ces trois pays, deux tiers des pauvres se dénombrent dans la population rurale. Ceux qui nourrissent le pays sont donc paradoxalement ceux qui souffrent le plus de la faim.



« Cette année, j'ai récolté 600 mouds³ de sorgho, et mon frère 500. Je suis très content du rendement, mais je ne vais pas en vendre. Nous sommes 33 personnes dans la famille, nous mangeons 2 mouds par jour et le reste, je le garde en réserve pour les imprévus. A Baediam, il y a 600 familles, aucune ne vend du mil. » **Djibril Gandega**, Baediam (Mauritanie)

¹ Céréale originaire d'Afrique, souvent utilisée sous forme de semoule dans le couscous

² Mil = millet, céréale à très petites graines, apprêtée comme le sorgho

³ Mesure traditionnelle équivalant grosso modo à 3kg

Les importations de riz, un marché de dupes

«On a pas le choix, on est obligé de manger du riz. Nous, au temps de nos grands-pères, on ne mangeait que du mil. Mais, au cours de ces dix dernières années, le riz a été mis en circulation dans ce pays. Cela a été favorisé par le désenclavement de certaines zones. Il y a certaines zones qui pouvaient faire une année, deux années sans voir un camion. Les femmes de la brousse ne connaissaient pas les machines, elles prenaient le mortier pour piler le mil. Mais actuellement, le gouvernement dit d'alléger la tâche des ménagères. Donc les femmes ne pilent plus le mil. Elles préfèrent acheter du riz.». Ibrahima Dieng, Kothiari (Sénégal)

Au Sénégal, les importations de riz sont passées de 400'000t en 1994 à 937'000t dix ans plus tard. Comme en Mauritanie, il s'agit de brisures de riz provenant d'Asie. Cette situation de dépendance alimentaire s'est installée à partir de la sécheresse du début des années 1970, d'abord par le biais de la distribution de vivres. Elle a aussi été renforcée par les émigrés, qui font livrer du riz à leurs familles par des commerçants locaux. Les brisures de riz asiatique contiennent souvent des adjonctions de sucre, ce qui augmente les risques de diabète, une maladie répandue de plus en plus massivement dans la population.

«Quand j'avais vingt ou trente ans, cent kilos de riz coûtaient 3000 francs⁴. A l'heure actuelle, cela coûte 26'000 ou 28'000 francs. A l'époque, tout le monde n'était pas basé sur le riz: il y avait beaucoup d'arbres fruitiers, beaucoup d'animaux, du miel, de la viande, et un peu de mil. Même si tu n'avais qu'un peu de mil, ça suffisait, parce que les gens passaient parfois un mois ou deux en brousse sans revenir au village, et ils ne mangeaient que des fruits et de la viande. Mais à l'heure actuelle, tout le monde est concentré sur les produits industriels. La vie actuelle est plus difficile.» Un cultivateur de Madina Djuna (Sénégal)

«On ne peut pas échanger le mil contre le riz. Celui qui a le mil sera perdant. Tout le monde a du mil, mais pas tout le monde a du riz.» Moussa Diabira, Koussané (Mali)

A Koussané (Mali), les commerçants achètent le moud de mil (environ 3 kilos) entre 250 et 350 francs selon la période. Le kilo de riz coûte 325 francs! En vendant trois sacs de mil, un paysan malien ne peut donc acheter qu'un sac de riz.



«Pourquoi mon sorgho vaut-il moins que leur riz? Ce n'est pas juste! Pourquoi mon sorgho ne va-t-il pas jusqu'en Indonésie, d'où vient leur riz?» **Ibrahima Thioye**, Melgué (Mauritanie)

⁴ Le franc CFA (FCFA) est la monnaie commune à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal et le Mali. 400 FCFA valent environ 1 franc suisse.

Le Sénégal produit environ 150'000t de riz par année, une quantité qui ne couvre que 20% de la demande nationale. La production nationale, en dent de scies, n'a que peu augmenté depuis 1970, alors que la demande en riz a connu une croissance continue. En dehors de la vallée du fleuve Sénégal et de la Casamance⁵, où il est cultivé, le riz local est quasiment introuvable sur le marché.

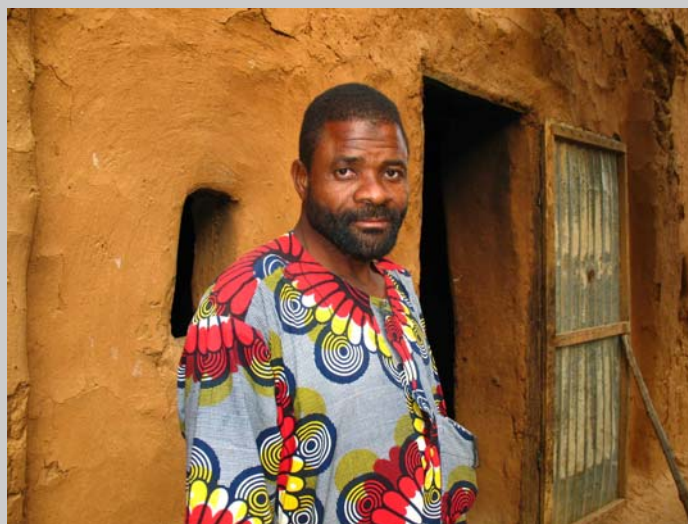
La production de riz au Mali a triplé entre 1990 et 2000, pour avoisiner les 750'000t ces dernières années. Théoriquement, elle suffit à couvrir entre 80 et 90% de la demande nationale. Mais une partie de la production, difficile à quantifier, est exportée. Parallèlement, le volume des importations de riz est en augmentation: de quelque 50'000t en moyenne dans les années 1990, il a atteint les 200'000t environ à partir de 2002. Le riz local est notamment cultivé dans la région de Ségou par une entreprise d'Etat, l'Office du Niger.

Au Sénégal comme au Mali, le riz local coûte souvent plus cher que le riz importé. C'est que dans les pays comme la Thaïlande, l'eau est abondante, alors que la riziculture en Afrique nécessite de coûteuses installations d'irrigation. Toutefois, le prix du riz importé a connu une forte augmentation ces dernières années : au Sénégal, un sac de 50kg qui s'achetait 9 500 FCFA en 2006, coûte actuellement 14 000 FCFA

«La culture du riz au bord du fleuve Sénégal donne de bons rendements, mais les charges de production sont très élevées. Les intrants sont importés, on met plein d'engrais et le gasoil coûte cher. Le riz local n'est donc pas compétitif par rapport aux brisures de riz asiatique. Pourtant, il est de meilleure qualité, il est frais, alors que les brisures sont vieilles de 8 ou 10 ans! Mais notre pays n'ose pas protéger son agriculture à cause de la Banque mondiale. Un moment, l'Etat avait décidé de surtaxer les importations de riz, mais les bailleurs de fonds l'ont obligé à revenir en arrière.» Lamine Bâ, sociologue et agriculteur, Thies (Sénégal)

«Le riz cultivé à l'Office du Niger, un Malien ne peut pas se le payer. Le coût de production est très élevé parce que, là-bas, les paysans doivent payer l'eau, les engrais, les pesticides. L'Etat vend l'eau du fleuve aux producteurs, tout appartient à l'Etat.» Issa Bathily, animateur à la radio rurale de Kayes (Mali)

«Le riz produit par l'Etat lui sert à acheter des devises étrangères. Au Mali, le riz est la troisième devise après l'or et l'arachide. C'est ce qui crée l'inflation de son prix. Le riz est exporté vers la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, l'Afrique du sud, le Togo.» Boubacar Sidiki Traoré, agronome, Kayes (Mali)



«Je préférerais vivre de tout ce qu'on sème, plutôt que de ce qui vient de Thaïlande. Parce qu'il faut acheter ça très cher. En aménageant les bas-fonds, on pourrait cultiver le riz. Ça existe déjà, mais sur de petites surfaces.» **Moussa Diabira**, Koussané (Mali)

⁵ Région située au sud-ouest du Sénégal



« Cette année, nous avons une machine neuve, un don de l'Etat, et nous pensons recommencer la culture du riz. Le gouvernement a déclaré qu'au lieu d'importer le riz, il est préférable de cultiver au Sénégal et de consommer sénégalais. Je pense que ça peut marcher, parce que la population a commencé à réfléchir à la cherté de la vie et à revenir à l'agriculture. Je sais que ça va marcher, inch'Allah. » **Djibril Cissé**, Djimbé (Sénégal)

Quand les cultivateurs rachètent leur récolte au prix fort

« Les commerçants, le prix auquel ils viennent acheter au paysan, c'est pas correct. Mais comme le paysan n'a pas les moyens, il faut qu'il vende. Celui-là a l'argent, toi tu as ton mil. Tu n'as pas les moyens d'aller vendre ça à la ville. Quelqu'un est venu avec son argent, le peu de prix qu'il t'a donné, tu es obligé de vendre parce que tu n'as pas les moyens de transporter ça à Tambacounda⁶. » Bouna Cissoko, Koar (Sénégal)

La période qui précède la récolte est souvent critique pour les paysans. Nombre d'entre eux se retrouvent à court de vivres, les réserves de l'année précédente étant arrivées à épuisement. C'est ce que l'on appelle la «soudure». S'ils n'ont pas pu anticiper en achetant des céréales dès après la récolte, ils paieront le sac de mil ou de sorgho au prix fort. En effet, les commerçants profitent de la rareté du produit en période de soudure pour augmenter drastiquement les prix. Pour surmonter ce problème, des banques de céréales et des caisses d'épargne et de crédit ont été mises sur pied. Avec plus ou moins de succès selon les cas, comme on le verra plus bas.

⁶ Principale ville de la région, située à environ 50km de Koar



«Vers le mois de mai-juin, en période de soudure, les prix des céréales flambent. Il y a des paysans qui, à la récolte, vendent leurs produits à bas prix, 3500 ou 4000 francs le sac de 50 kg de mil, et au mois de juin ces gens-là sont obligés de revenir pour payer ce même produit beaucoup plus cher, jusqu'à 10'000 francs. C'est parce qu'il n'y a pas de magasins de stockage. En plus, c'est au moment des récoltes que le paysan envisage de faire beaucoup de choses: les mariages, la circoncision, les constructions. C'est pourquoi les cultivateurs ne cherchent pas midi à quatorze heures pour avoir un bon prix, ils bazzardent leurs produits ne serait-ce que pour avoir le minimum.» **Makan Cissoko**, agriculteur et commerçant, Bala (Sénégal)

Quelques pistes pour sortir de ce cercle vicieux

«Quand je n'ai plus de céréales, je demande à quelqu'un du village, un paysan comme moi. C'est moins cher. Sinon, je m'adresse à un commerçant. Mais des fois, les prix sont trop élevés, alors je vais à la banque de céréales. Là-bas, on peut avoir un sac de 100 kg pour 10'000 francs, plus un intérêt de 750 à 800 francs.»
Moussa Diabira, Koussané (Mali)

Le système des banques de céréales consiste à accorder un crédit (en céréales ou en argent) au paysan au moment de la soudure. A la récolte, ce dernier devra ensuite rembourser la quantité équivalente de céréales, majorée d'un intérêt en argent. Beaucoup de ces banques se sont soldées par un échec, dont les causes sont sans doute multiples : vente à perte lors de très bonnes récoltes ou, à l'inverse, difficultés d'approvisionnement lors d'hivernages difficiles, projets n'impliquant pas assez les populations locales, etc.

«Nous avons créé une association, Bamtaré Guré, pour permettre à la population d'avoir des céréales au moment de la soudure. Ici, à Madina Djuna, l'association exploite un champ collectif de 10 hectares, où chacun va à tour de rôle labourer une journée. Cette année, cela nous a permis de prêter de l'argent à sept personnes qui étaient trop fatiguées, et qui rembourseront en mil après la récolte. Dans les 20 villages membres de Bamtaré Guré, la production de mil de l'association a augmenté: on est passé de 2 à 6 tonnes, puis à 17 tonnes.» Younoussa Sall, président de l'association intervillagaise Bamtaré Guré, Bala Foulbé (Sénégal)

«Je suis à l'origine de la mise en place des banques céréalières dans la zone. Là où nous avons fait un faux pas, c'est qu'elles fonctionnaient uniquement avec des financements extérieurs. Il n'y a pas eu d'apport local. On a poussé les gens à emprunter du mil, même s'ils n'en avaient pas besoin, parce que sinon ça allait pourrir. Et ils n'ont pas remboursé. La démarche de Bamtaré Guré est différente, elle se base sur nos récoltes. C'est l'argent de Samba, d'Abdoulaye et de Demba, c'est de l'argent chaud, gagné à la sueur de leurs fronts. Je crois fermement que ça va marcher, d'ailleurs ça marche depuis quatre ans.» Baganda Sakho, président du Conseil rural de Kothiaré (Sénégal)



«Notre association possède un champ collectif de mil. S'il pleut bien et que la récolte est bonne, on la vend à la population. L'argent récolté nous permet d'octroyer des crédits aux hommes du village. Comme ça, ils n'ont plus besoin de demander des crédits aux Soninkés⁷ ou de travailler pour eux pour acheter des céréales pendant la soudure.» **Oumoul Bénine Mint Mohammed**, présidente de l'association féminine de Nema, un village maure de la commune de Koussané (Mali)

De la production à la vente, le paysan doit être maître de la filière

Personne ne peut vivre sans les paysans, que ce soit en Afrique ou en Europe. Et pourtant, loin d'être valorisés pour la noblesse et l'importance cardinale de leur rôle, les cultivateurs se retrouvent souvent otages de phénomènes qui leur échappent: pression à la baisse sur les prix au producteur induite par la concurrence, multiplication des intermédiaires, spéculation, dépendance de l'industrie chimique, sans compter les aléas climatiques. Dans le Bassin du fleuve Sénégal, cette situation a non seulement des effets désastreux sur les conditions de vie du monde rural; en affaiblissant les paysans, elle compromet aussi l'accès de la société dans son ensemble à une nourriture suffisante, saine et produite localement. Les efforts pour casser ce cercle vicieux passent par exemple par le regroupement des cultivateurs, l'organisation du marché des céréales à l'échelle locale et le développement des activités de transformation.

«Avec le maïs, on peut faire des produits finis, bons pour la consommation. Si on maîtrise la production et la transformation de nos produits, au lieu de vendre le sac de maïs à 5000 FCFA, on peut vendre de la semoule de maïs trois fois plus cher. Il y a aussi la conservation, et la commercialisation. Il faut éviter les intermédiaires. Un gars à côté de mon village a vendu ses courges à 1'050'000, l'intermédiaire s'est fait la même somme de bénéfice, alors qu'il n'a rien produit. Les paysans doivent arriver à maîtriser le triangle production, transformation et vente. Tant qu'on ne sera pas maître de la production, on sera toujours esclave.» Baganda Sakho, président du Conseil rural de Kothiari (Sénégal)

⁷ Une des principales ethnies de la région, qui pratique l'agriculture de longue date

« Trois milliards de paysans nourrissent le monde »

Commander des articles de l'exposition

- Grande affiche Nord 90 x 64 cm couleur 15.-
- Grande affiche Sud 90 x 64 cm couleur 15.-
- Petites affiches noir/blanc, deux 42 x 30 cm, une 60 x 42 cm 15.-
- 8 cartes couleur 12.-
- Brochure de l'expo 6.-
- Livre du CETIM
« Via Campesina – une alternative paysanne » 10.-
- Revue Durable No 20 15.-
- BD du GRAD « Des bulles sur les marchés agricoles » 20.-
- CD « Nyéléni » Forum Mondial sur la Souveraineté alimentaire 32.-
- « Quatre partenaires nous racontent leur migration ». Témoignages 2.-
- Brochure sur la problématique des céréales 2.-

Soutenir le travail des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

- Devenir membre de soutien
- Faire un don pour un projet ou le travail de Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- Participer aux activités des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- Diffuser notre bulletin

Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
E-mail : _____
Tél.: _____

Les Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

cp 245
CH-1233 Bernex

www.cocagne.ch

SoliSud@cocagne.ch

CCP: 30-175347-2,
Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de la
Fédération Genevoise
de Coopération

